



PUBLIE LE 15 DEC. 2025

**DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES
REGIE D'AVANCES
« FRAIS DE MISSIONS LIES AUX DEPLACEMENTS PROFESSIONNELS »
MODIFICATION
Réf :**

NOUS, MAIRE DE ROUEN,

Vu :

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 (7°) et L.2122-23, R.1617-1 à R.1617-18, relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et des établissements publics locaux,
- Le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012, relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 22,
- Le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptes publics,
- L'instruction codificatrice 06-031-A-B-M du 21 avril 2006, relative aux régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Le budget de l'exercice 2025,
- La délibération du Conseil Municipal en date du 3 juillet 2020 portant délégation du Conseil Municipal au Maire,
- L'arrêté de délégation en date du 27 décembre 2023,
- La décision du Maire en date du 14 novembre 2023, modifiant la régie d'avances « Frais de missions liés aux déplacements professionnels »
- L'avis conforme du comptable public assignataire en date du 17 novembre 2025.

CONSIDERANT :

- Qu'il y a lieu d'augmenter le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur. En effet, des dépenses liées à l'achat de billets d'avion seront effectuées. Le montant actuel de l'avance est insuffisant. Il conviendra donc de le revoir à la hausse, évoluant de 2 200€ à 4 200€.

DECIDONS CE QUI SUIIT :

Article 1. Il est institué une régie d'avances auprès de la direction des ressources humaines, régie d'avances « frais de missions liés aux déplacements professionnels.

Article 2.- Cette régie est installée au sein des locaux de l'Hôtel de Ville, place du général de Gaulle, 76037 ROUEN CEDEX.

Article 3.- La régie paie les dépenses suivantes:

1) Avances aux agents municipaux pour les frais de missions liés à des formations ou déplacements professionnels.

1) Compte d'imputation : 6251

Article 4. Les dépenses désignées à l'article 3 sont payées selon les modes de règlement suivants :

1° : Chèques;

2° : cartes bancaires;

Article 5. - Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès de la Direction Régionale des Finances Publiques de la Seine Maritime.

Article 6. - L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

Article 7. Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 4 200€.

Article 8.- Le régisseur verse auprès du comptable assignataire la totalité des pièces justificatives de dépenses tous les mois.

Article 9.- Le régisseur percevra une indemnité de maniement des fonds dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 10.- Le mandataire suppléant ne percevra pas d'indemnité de maniement des fonds selon la réglementation en vigueur.

Article 11.- La présente décision prend effet à compter de la date du récépissé qui sera délivré par les services chargés du contrôle de légalité.

Article 12.- La Direction Générale des services de la Mairie et M. le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution de la présente décision qui sera insérée au registre des délibérations.

FAIT A ROUEN, en L'HOTEL DE VILLE, le

P. LE MAIRE DE ROUEN,
Par délégation,



Matthieu de MONTCHALIN
Adjoint au Maire.

M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53 Avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'Etat.

De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du CJA.

